

L'État est-il instrument de servitude ou de libération ? C'est là une vaine polémique, pour la simple raison, qu'il n'existe pas d'État en général, mais bien des types d'État profondément différents.

Chaque type d'État agit selon sa logique propre, et Pierre Birnbaum montre ici la fécondité de ce singulier renversement de perspective : comprendre la société à partir de son État. Ainsi s'éclaire la diversité, d'un pays à l'autre, dans les attitudes des intellectuels, l'apparition du marxisme ou de l'anarchisme, la nature des grèves, des conflits sociaux ou des revendications nationalitaires, l'action des forces répressives, etc.

Ce livre marque l'aboutissement de la recherche engagée dans les Sommets de l'État et (avec B. Badie) dans Sociologie de l'État.

Pierre Birnbaum est professeur de sociologie politique à l'Université de Paris I et à l'Institut d'études politiques.

L'ESPACE DU POLITIQUE
Série dirigée par Pierre Birnbaum



82-III


ISBN 2-213-01113-3

H/35-6892-0

68,00 F TTC

Atelier Pascal Vercken

JC
325
.B56
1982
G

 **Fayard**

Pierre Birnbaum *La logique de l'État*

Pierre Birnbaum

La logique de l'État

LA LOGIQUE DE L'ÉTAT

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

- Sociologie de Tocqueville*, PUF, 1969.
La Structure du pouvoir aux États-Unis, PUF, 1971.
La Fin du politique, Seuil, 1975.
Les Sommets de l'État, Seuil, 1977.
La Classe dirigeante française (en coll. avec C. Barucq, M. Bellaïche et A. Marie), PUF, 1978.
Réinventer le Parlement (en coll. avec F. Hamon et M. Troper), Flammarion, 1978.
Sociologie de l'État (en coll. avec B. Badie), Grasset, 1979.
Le Peuple et les Gros. Histoire d'un mythe, Grasset, 1979.

RECUEILS ET OUVRAGES COLLECTIFS :

- Sociologie politique* (en coll. avec F. Chazel), Armand Colin, 1971 ; nouvelle édition remaniée, 1978.
Théorie sociologique (en coll. avec F. Chazel), PUF, 1975.
Le Pouvoir politique, Dalloz, 1975.
Critique des pratiques politiques (en coll. avec J.-M. Vincent), Galilée, 1978.
Democracy, Consensus and Social Contract (en coll. avec J. Lively et G. Parry), Sage, 1978.

Pierre Birnbaum

LA LOGIQUE
DE L'ÉTAT

Fayard

fraction hégémonique et la classe ou fraction régnante : la première ne cessant de contrôler, d'une manière indirecte ou directe, la fraction régnante, tout en n'apparaissant pas elle-même sur la scène politique.

L'objectivité des relations structurelles qui lient la classe hégémonique et la classe régnante, annule l'autonomie dont bénéficie la classe régnante, détenant l'appareil d'État. Nulle ou concédée, l'autonomie de l'État n'est finalement qu'un leurre, ou au mieux un instrument fonctionnel. Que les relations entre l'État et les forces économiques dominantes soient particulièrement étroites sous la V^e République d'avant 1981, cela paraît incontestable. Mais, de même qu'il semblait illusoire de s'en tenir, pour rendre compte de la structure du pouvoir, au couple centralisation/décentralisation, de même on mutile la réalité si l'on passe sous silence le formidable renforcement de la spécificité de l'appareil d'État qui s'est réalisé à cette époque. Dans la France contemporaine, le mode particulier de construction de l'État qui s'est instauré ne cesse d'exercer sa propre logique.

Troisième partie
DU DEHORS AU DEDANS

1. A chaque État, sa politique étrangère 157
2. A chaque État, ses mouvements nationaux-
taux 173

Quatrième partie
LA CONSTRUCTION ÉTATIQUE FRANÇAISE

1. L'évolution de la nation : la levée en
masse pour la nation 193
2. L'héritage et le mythe 215
3. Modernisation de l'État et pouvoir de la
classe dirigeante 235
Introduction 7

Première partie

LES INTELLECTUELS ET LEURS ÉTATS

1. Marxisme, anarchisme, trade-unio-
nisme 13
2. Sociologie, judaïsme, citoyenneté 39
3. Chiens de garde, intellectuels organiques
ou clercs de l'État. Les intellectuels face au
pouvoir politique 53

Deuxième partie

ÉTATS, DÉMOCRATIE ET AUTORITARISME

1. L'impossible corporatisme 79
2. Les démocraties sont-elles encore gouver-
nables ? 113
3. La revanche de Bentham 133

Troisième partie

DU DEHORS AU DEDANS

- | | |
|--|-----|
| 1. A chaque État, sa politique étrangère | 157 |
| 2. A chaque État, ses mouvements nationalitaires | 173 |

Quatrième partie

LA CONSTRUCTION ÉTATIQUE FRANÇAISE

- | | |
|---|-----|
| 1. L'étatisation de la nation : la levée en masse pendant la Révolution française . . . | 193 |
| 2. L'héritage et le mérite | 215 |
| 3. Modernisation de l'État et pouvoir de la classe dirigeante | 225 |

*Achevé d'imprimer le 5 mars 1982
sur presse CAMERON*

dans les ateliers de la S.E.P.C.

à Saint-Amand-Montrond (Cher)

pour le compte de la librairie Arthème Fayard

75, rue des Saints-Pères - 75006 Paris

ISBN 2-213-01113-3

Dépôt légal : mars 1982.

N° d'Édition : 6366. N° d'Impression : 2681-1749.

Imprimé en France

« L'ESPACE DU POLITIQUE »

série dirigée par Pierre Birnbaum

- Pierre Birnbaum : *la Logique de l'Etat*
Maurice Godelier : *la Production des grands hommes.*
Georges Lavau : *A quoi sert le parti communiste français ?*
Serge Moscovici : *l'Age des foules.*
Jacques Rancière : *la Nuit des prolétaires.*
Richard Sennett : *Autorité.*

A PARAÎTRE

- Hannah Arendt : *l'Impérialisme.*
Jürgen Habermas : *Sur le marxisme.*
Albert O. Hirschman : *Bonheur privé et Bien public.*
Daniel Lindenberg : *Jaurès, l'autre socialisme.*
Theda Skocpol : *Etats et Révolutions sociales.*

© Librairie Arthème Fayard, 1982.

d'organisation et des comportements qui apparaissent
traitent au contraire d'ajustements dans une société
où le succès de la centralisation précéderait l'étatua-

tion.
Dans ce livre, on voudrait tenter d'aller jusqu'au
bout de ce renversement de perspective. Tout ordon-
ner, par conséquent, autour de l'État. En tenant
terme cette hypothèse, en prenant enfin l'État au
sérieux, on se propose de montrer comment les

Introduction

Dans la France d'aujourd'hui, on ne cesse de rêver à l'État en général. Philosophes et juristes restent résolument hostiles aux leçons de la sociologie historique qui, pourtant, bouleverse la compréhension des processus de construction des multiples types de pouvoir politique : l'État apparaît maintenant comme le produit d'une histoire particulière, il ne résulte nullement d'une évolution inéluctable qui frapperait tour à tour chaque société au cours de sa modernisation.

En tant que tel, l'État n'est ni l'instrument de la servitude ni celui de la libération. Il se présente plutôt comme un fait social provoqué par une division du travail politique originale, dépourvue de tout caractère universaliste. Aussi était-il tentant de s'appliquer à suivre la logique de cet État, considéré comme une variable indépendante modifiant, par sa seule existence, d'innombrables faits sociaux qui se réorganisent en tenant compte désormais de sa présence. Aboutissement d'une Histoire unique, il force en retour les acteurs sociaux à agir selon sa propre logique, à adopter des valeurs, des modes

d'organisation et des comportements qui apparaîtraient au contraire dysfonctionnels dans une société où le succès de la centralisation préviendrait l'étatisation.

Dans ce livre, on voudrait tenter d'aller jusqu'au bout de ce renversement de perspective. Tout ordonner, par conséquent, autour de l'État. En tenant ferme cette hypothèse, en prenant enfin l'État au sérieux, on se propose de montrer comment les intellectuels font un usage différent du marxisme ou de la sociologie en raison du type d'État auquel ils se trouvent confrontés, de souligner comment sa présence ou son absence détermine leur participation ou leur éloignement de la vie politique. On souhaite aussi examiner les réactions des divers groupes sociaux au fait étatique, celles du monde des affaires mais aussi et surtout celles de la classe ouvrière, qui se dote de partis ou de syndicats aux structures et aux stratégies revendicatives différentes, qui récuse la violence ou s'y montre favorable, en fonction encore de la logique étatique et non, par exemple, du type d'industrialisation. On tentera enfin de souligner comment cette logique étend son influence, à l'intérieur aux mouvements nationalitaires, à l'extérieur au champ des relations internationales. Il s'agit donc de faire de l'État, du pouvoir politique original que construisent les acteurs sociaux au cours de leurs histoires, une variable explicative du devenir des sociétés¹.

1. Ce livre a été élaboré ces dernières années à partir de travaux réalisés sur tel ou tel des objets sociaux qui subissent l'influence de la logique étatique. Certaines pages (environ un tiers de celles qui composent le présent ouvrage) ont été

PREMIÈRE PARTIE

Les intellectuels et leurs États

publiées entre le moment où a été entamée cette recherche et l'élaboration du livre lui-même. Il s'agit des chapitres 1 et 2 de la Première Partie, parus respectivement dans la *Revue internationale des sciences sociales* (n° 4, 1980) et dans *le Racisme; Mythes et sciences*. (Ed. Complexe, 1981), du chapitre 2 de la Deuxième Partie, paru dans *Analyse de l'Idéologie* (Galilée, 1980), du chapitre 3 de la Quatrième Partie publié dans *Pouvoirs* (février 1978), enfin de courts passages déjà publiés dans *le Monde* (21 décembre 1980 et 14 juin 1981) et intégrés dans différents chapitres. Tous ces textes ont été modifiés à des degrés divers afin de rendre plus claire la structure de l'ensemble et d'éviter d'inutiles redites. Je remercie Véronique Aubert de n'avoir aidé à améliorer la cohérence et la présentation de ce livre.

... sur les aspects de la vie sociale...

Dans ce livre, on voudrait tenter d'aller jusqu'au bout de ce renversement de perspective. Tout ordonner, par conséquent, autour de l'État. En prenant comme hypothèse, en partant enfin l'État au centre, on se propose de montrer comment les différents aspects de la sociologie en raison du type d'État auquel se trouvent confrontés, de souligner comment se présentent les différents intérêts de la vie politique. On souhaite ainsi examiner les relations entre les différents groupes sociaux du monde, les différents types de sociétés, les différents types de structures, qui ont été et qui sont en train de se former, et de montrer comment, dans ces sociétés, la violence ou s'y montre favorable, en fonction de la logique étatique et non, par exemple, du type d'industrialisation. On tentera enfin de souligner comment cette logique étatique agit sur les différents aspects de la vie sociale.

CHAPITRE I

PREMIÈRE PARTIE
Le trade-unionisme
Les intellectuels
et leurs États

L'un des aspects les plus importants de la sociologie politique contemporaine est la reconnaissance de l'originalité de la formation politique qui, à la sortie du Moyen Âge, s'est imposée à certaines sociétés européennes dont le centre se heurte à la résistance de puissances périphériques. La naissance de l'État particulièrement nécessaire dans le cas français, est présentée comme le résultat d'une lutte continue du travail social, qui favorise la formation d'un espace public autonome, de structures propres résultant d'une institutionnalisation progressive. Lié à une histoire particulière, à un contexte socioculturel et religieux spécifiques, l'État trouve son développement en fonction de sa structure en fonction de lui-même.

1. Voir, par exemple, J. Peter Hall, « The State as a Social Variable », *World Politics*, juillet 1966, Stanford University Press; et *State Building, State Formation and State Power*, *State and Society*, vol. 13, 4-5, Chicago, Lilly, 1971. The Journal of Modern European Studies, Princeton University Press, 1972.

PREMIÈRE PARTIE

Les intellectuels
et leurs États

CHAPITRE I

Marxisme, anarchisme,
trade-unionisme

L'un des acquis les moins contestables de la sociologie politique contemporaine¹ réside dans la reconnaissance de l'originalité de la formule politique qui, à la sortie du Moyen Âge, s'est imposée à certaines sociétés européennes dont le centre se heurtait à la résistance de puissantes féodalités périphériques. La naissance de l'État, particulièrement nécessaire dans le cas français, se présente comme le résultat d'une forte division du travail social, qui favorise la formation d'un espace public autonomisé, de structures propres témoignant d'une institutionnalisation progressive. Lié à une histoire particulière, à un contexte socioculturel et religieux spécifique, l'État bouleverse de manière définitive l'organisation du système social, qui dorénavant se structure en fonction de lui. Il apparaît désormais

1. Voir, par exemple, J. Peter Nettl, « The State as a conceptual variable », *World politics*, juillet 1968. Samuel Finer, « State building, State boundaries and border control », *Social science information*, 13, 4-5. Charles Tilly (ed.), *The formation of national states in Western Europe*, Princeton University Press, 1975.

comme une machine politico-administrative durable et complexe, servie par des fonctionnaires qui s'identifient à leur rôle, coupée de la société civile sur laquelle elle tente d'exercer une tutelle complète : en la contrôlant par ses organes administratifs, en la dominant par sa police, en l'animant par ses interventions économiques, en l'assujettissant enfin par la conquête des esprits et leur ralliement à ses propres valeurs.

D'autres pays, telle l'Angleterre, ne sont pas confrontés à des crises semblables. Dès la sortie du Moyen Âge et sauf période exceptionnelle, la centralisation affecte leur système politique. La société civile réussit dans une large mesure à s'autoréguler, les diverses catégories sociales parviennent plus ou moins à se faire entendre du centre, le Parlement permet la mise en place d'un mécanisme efficace de représentation. On n'assiste pas en Angleterre à la construction d'un État analogue à celui qui se forme en France et dans une moindre mesure, par exemple, en Prusse. Une centralisation légitime prévient l'apparition d'une structure politico-administrative différenciée, prétendant se séparer de la société civile pour mieux la régenter. En Angleterre, et jusqu'aujourd'hui, un ensemble social, un *establishment* relativement perméable, et non un véritable État, organise le fonctionnement d'une société civile dont il ne se différencie pas².

Une fois qu'ils ont été menés à leur terme, ces deux processus radicalement opposés de construction du

2. Sur une typologie qui permet de distinguer les États des centres, voir B. Badie et P. Birnbaum, *Sociologie de l'État*, Grasset, 1979.

politique provoquent, l'un comme l'autre, une transformation, destinée à demeurer quasi permanente, de l'ensemble du système social. Désormais, les groupes sociaux développent des stratégies différentes, les partis politiques s'organisent de manière propre en fonction des buts particuliers qu'ils poursuivent dans un système ou dans un autre ; les intellectuels eux-mêmes mettent en place des stratégies et bénéficient d'une influence étroitement liées au mode de centralisation, et les idéologies qui surgissent ici et là divergent entièrement car elles s'enracinent dans des réalités opposées.

On voudrait tenter de montrer tout d'abord comment les idéologies qui naissent et parviennent à s'épanouir se trouvent en parfaite corrélation avec le type d'État face auxquelles elles se développent, pour mettre ensuite en lumière leur influence sur le mouvement ouvrier, sur sa structure, ses valeurs, l'organisation dont il se dote, la stratégie à laquelle il a recours tant à l'égard de l'État qu'au cours des négociations collectives par lesquelles il s'efforce d'obtenir des avantages pour l'ensemble de ses membres.

La sociologie de la connaissance établit des liens de diverses natures entre les idéologies et les cadres sociaux. Elle s'efforce de mettre au jour des relations de corrélation ou de causalité entre la connaissance au sens général et le système social. Qu'elle soit d'inspiration marxiste (de Marx à Lukács), webérienne (en y incluant le relationnisme de Mannheim) ou encore fonctionnaliste ou ethnométhodologique, la sociologie de la connaissance interprète les idéolo-

gies, les visions du monde, les valeurs, en fonction de leur production par une classe sociale, un groupe ou un ensemble d'individus en interaction. Elle ne tient jamais compte de la spécificité du politique, qui bouleverse pourtant les conditions de la production de la connaissance. Marx, par exemple, voit dans les seules classes sociales l'origine des idéologies qui expriment les intérêts. Pour lui, « les représentations, la pensée, le commerce intellectuel des hommes apparaissent ici encore comme l'émanation directe de leur comportement matériel³ ». De la même manière, et selon le modèle dominant de l'œuvre de Marx et d'Engels, « l'État est l'État de la classe la plus puissante, de celle qui domine du point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante⁴ ». Marx n'a jamais essayé de lier les formes de connaissance non pas aux classes sociales mais bien aux divers types d'État — dont il reconnaît par ailleurs la réalité, lorsqu'il oppose par exemple l'État français ou l'État prussien à l'État anglais ou encore à l'État suisse⁵.

En mettant l'accent, comme il le fait par moments, sur la spécificité des États, Marx aurait pu briser la relation qu'il établit sans cesse entre les idéologies et les classes sociales, pour imaginer des corrélations entre les idéologies et les types d'État. Comme il ne l'a pas tenté, il est amené à traiter les intellectuels uniquement en fonction de leur appartenance de

3. K. Marx, *l'Idéologie allemande*, Éditions sociales, 1965, p. 25.

4. F. Engels, *l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Éditions sociales, 1966, p. 157.

5. Voir B. Badie et P. Birnbaum, *Sociologie de l'État*, op. cit., chap. 1.

classe et jamais d'après leurs relations aux États. Selon Marx, les intellectuels ne peuvent être considérés que comme « les représentants politiques et littéraires » des classes sociales dont ils expriment les intérêts. Au sein de la tradition marxiste, la question des intellectuels a été particulièrement traitée par Gramsci. Pour lui, « ils correspondent à la fonction d' " hégémonie " que le groupe dominant exerce sur toute la société et à la fonction de " domination directe " ou de commandement qui s'exprime dans l'État et dans le gouvernement " juridique " »⁶. Dans le même sens que Marx, Gramsci estime que les intellectuels sont les agents de la classe dominante : ils lui permettent d'exercer son hégémonie tant sur la société que sur l'État. A nouveau, la relation spécifique intellectuels/État se trouve gommée. Pourtant, en opposant les États de l'Est à ceux de l'Ouest, Gramsci souligne qu'à l'Est « l'État est tout », alors qu'à l'Ouest l'État est la « tranchée extérieure » de la forteresse société civile ; celle-ci n'est pas « primitive et gélatineuse » comme à l'Est, elle se présente au contraire comme une « robuste structure ». A partir d'une telle distinction, Gramsci aurait pu mettre en lumière le rôle différent que jouent les intellectuels par rapport aux classes sociales, mais aussi en fonction des différents types d'État. Il ne s'est malheureusement pas engagé dans cette voie. Perry Anderson résume la pensée de Gramsci par le modèle suivant⁷ :

6. A. Gramsci, *Œuvres choisies*, Éditions sociales, 1959, p. 266-268.

7. P. Anderson, *Sur Gramsci*, Maspero, 1978. Adam Przeworski critique l'interprétation que P. Anderson donne de l'œuvre de Gramsci en montrant que pour ce dernier, à l'Ouest, les

<i>Est</i>	<i>Ouest</i>
État	Société civile
Société civile	État
Coercition	Consentement
Domination	Hégémonie
Mouvement	Position

Pour lui, chez Gramsci, « la prépondérance de la société civile sur l'État à l'Ouest peut être mise en parallèle avec la prédominance de l' " hégémonie " sur la " coercition " »⁸. Du coup, à l'Est, le changement social passe par le mouvement et la violence ; à l'Ouest, il requiert au contraire une guerre de position par laquelle se conquiert le pouvoir idéologique. Ce modèle a l'intérêt d'esquisser une approche sociologique comparative et différenciée des intellectuels et des idéologies. Elle demeure pourtant insuffisante. Perry Anderson conserve en effet, dans son interprétation de Gramsci, sa propre opposition de l'Est et de l'Ouest, qui ne lui permet pas de rendre compte des différences qui éloignent les unes des autres les sociétés de l'Ouest elles-mêmes⁹. De même qu'il voyait en elles, au xvii^e siècle, des sociétés également aristocratiques, en négligeant le phénomène de l'institutionnalisation de l'État en France et en tenant pour secondaire ce qui sépare la monarchie

États utilisent également la force et le consensus en fonction du rapport des classes sociales. Il néglige, du même coup, comme Gramsci ou P. Anderson, la spécificité des États à l'Ouest et ses conséquences sur le mode de gouvernement. « Material bases of consent : economics and politics in a hegemonic system », *Political power and social theory*, 1, 1980, p. 58-60.

8. P. Anderson, *Sur Gramsci*, op. cit., p. 43.

9. P. Anderson, *l'État absolutiste*, Maspero, 1978.

absolue française — où l'État s'autonomise et se différencie — du système aristocratique anglais — où l'État demeure au contraire minimal et peu différencié.

Par-delà Marx, Gramsci et Perry Anderson, il est indispensable de reconnaître la diversité des modes de centralisation politique qui se sont réalisés à l'Ouest, pour tenter ensuite d'étudier l'apparition des idéologies, s'il est vrai qu'à l'Ouest la domination ne s'exerce pas seulement par l'intermédiaire de la société civile mais qu'elle se trouve, au contraire, parfois essentiellement véhiculée par l'État¹⁰. On voudrait ici mettre en œuvre une sociologie de la connaissance qui dépende non pas des cadres socio-économiques, mais bien des cadres sociopolitiques, examiner par conséquent les relations qui s'établissent entre les idéologies et les types d'État en prenant pour exemple tout d'abord la fin du xix^e siècle, en

10. De son côté, Stein Rokkan élabore sa carte conceptuelle de l'Europe en fonction des différentes modalités de construction nationale et non d'après les différents types d'État qui s'y sont formés. Du coup, il explique, par exemple, la formation du communisme par le clivage lointain issu de la réaction à la Réforme : dans les pays protestants, l'osmose entre les élites politiques et religieuses qui en résulte favorise le consensus et rend impossible, plus tard, le surgissement du communisme ; dans les pays catholiques, l'opposition entre ces élites favoriserait le dissensus et, plus tard, l'apparition du communisme. L'explication est davantage culturaliste et gomme les différences de construction étatique (par exemple entre la France et l'Angleterre, qui figurent dans la même colonne de la carte conceptuelle de l'Europe). Voir S. Lipset et S. Rokkan, « Cleavage structure, party systems and voter alignments : an introduction », in S. Lipset et S. Rokkan (ed.), *Party system and voter alignments*, Free Press, 1967 ; et S. Rokkan « Cities, States and nations », in Eisenstadt et S. Rokkan (ed.), *Building states and nations*, tome 1, Sage, 1973.

Europe occidentale. Dans ce sens, on souhaite reculer aussi bien la vision développementaliste et évolutionniste, qui lie étroitement l'apparition d'un type particulier d'idéologie (par exemple, le communisme) à un moment particulier de l'industrialisation¹¹, que les modèles négateurs de la diversité des processus politiques historiques, selon lesquels d'identiques appareils idéologiques d'État exerceraient au profit de la bourgeoisie une action semblable dans l'ensemble des pays de l'Ouest¹².

France	Allemagne	Royaume-Uni
E +	E +	E -
F -	F +	F + *
I +	I +	I -
M +	M -	M +

Note :

E + ou E - : État différencié ou non différencié (centre).
 F + ou F - : fusion État-classe dirigeante ou absence de fusion.
 I + ou I - : industrialisation par le haut ou par le bas.
 M + ou M - : marché politique ouvert ou fermé.

* Dans le cas britannique, comme on le verra, étant donné qu'il n'y a pas d'État véritablement différencié, le problème de sa fusion éventuelle avec la classe dirigeante ne se pose pas. L'espace politique est occupé par un *establishment*. Le F + signifie donc, dans ce cas, une fusion sociale sans différenciation réelle des rôles politiques.

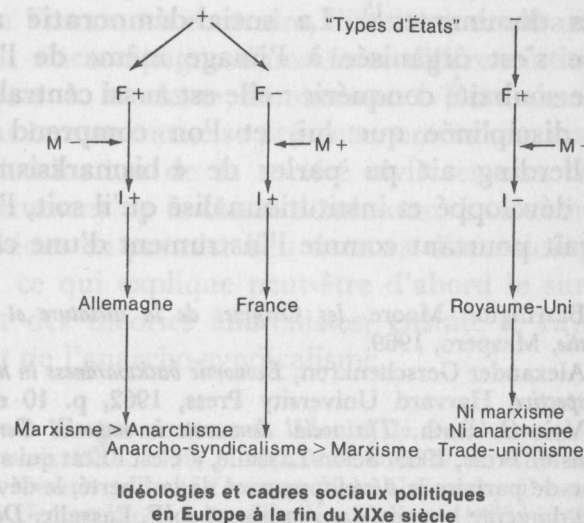
Le modèle français

On peut distinguer, comme on l'a déjà rappelé, les États fortement institutionnalisés, différenciés et

11. Voir, par exemple, Seymour Lipset, *l'Homme et la Politique*, chap. 2, Seuil, 1963.

12. Louis Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'État », *la Pensée*, juin 1970.

autonomisés (type idéal : la France), de ceux qui ont connu un processus de centralisation politique menant à un État minimal. A partir de cette distinction qui fait du politique la variable indépendante, on doit tenir compte des relations qui unissent, dans un cas ou dans un autre, l'État à la classe dominante : dans certains cas on constate une fusion, dans d'autres une différenciation. Mais, par-delà cette première variable politique, État ou non-État, à partir de laquelle se pose le problème de la fusion avec la classe dirigeante, il nous faut également tenir compte d'une autre variable politique, indépendante de la première car elle a une tout autre origine : celle du marché politique par lequel se réalise, à des rythmes différents, la démocratie. Pour rendre compte de l'apparition des idéologies (et ici, on ne traitera que des idéologies qui structurent l'action



collective de la classe ouvrière), il est indispensable d'utiliser ces deux variables politiques afin d'analyser les résultats de leurs multiples combinaisons.

Parmi les États institutionnalisés, l'État allemand n'a pas pu se différencier de l'aristocratie ; il en est résulté une fusion État, classe dominante, responsable, comme l'a observé Barrington Moore, de la révolution « par le haut ¹³ » favorable au changement et à une rapide industrialisation menée avec la participation active de l'État ¹⁴. On comprend, dans un tel contexte, le développement d'une social-démocratie marxiste qui exprime l'antagonisme direct opposant la classe ouvrière à la classe dominante en étroite osmose avec l'État. L'épanouissement du marxisme correspond à la formation d'une solide classe ouvrière, issue de l'industrialisation rapide et dominée par une alliance de l'aristocratie et de la bourgeoisie ; sa version lassallienne témoigne au contraire du poids de l'État dans l'organisation des classes dominantes ¹⁵. La social-démocratie allemande s'est organisée à l'image même de l'État qu'elle souhaite conquérir : elle est aussi centralisée, aussi disciplinée que lui, et l'on comprend que R. Hilferding ait pu parler de « bismarksisme ». Aussi développé et institutionnalisé qu'il soit, l'État apparaît pourtant comme l'instrument d'une classe

13. Barrington Moore, *les Origines de la dictature et de la démocratie*, Maspero, 1969.

14. Alexander Gerschenkron, *Economic backwardness in historical perspective*, Harvard University Press, 1962, p. 10 et 11.

15. Voir G. Roth, *The social democrats in imperial Germany*, Bedminster Press, 1963. Selon Lassalle, « c'est l'État qui a pour fonction de parfaire le développement de la liberté, le développement du genre humain dans la liberté » (F. Lassalle, *Discours et pamphlets*, Giard et Brière, 1903, p. 188.)

dominante. La domination sociale est inscrite clairement dans la domination politique. On comprend alors que le syndicat soit subordonné au parti. Ce qui éloigne Kautsky de Bernstein, et constitue finalement l'enjeu essentiel du grand débat théorique qui anime la social-démocratie allemande à cette époque, c'est la question de l'État. Le révisionnisme entend mettre en pratique une stratégie indirecte de prise du pouvoir par l'économie (ce qui correspond, dans notre modèle, à une action adéquate face à un État faible) et transformer le parti en un parti démocrate (version trade-unioniste) ; au contraire, pour Kautsky et la majorité, le parti de la classe ouvrière doit faire « de l'État son État ¹⁶ ». Cette situation rend compte tout à la fois du fort développement du marxisme et du faible épanouissement de l'anarchisme ¹⁷. Le mouvement ouvrier combat donc moins l'État en tant que tel, comme le proposent les anarchistes, que l'État de la classe dominante.

En France, au contraire, l'institutionnalisation de l'État s'accompagne d'une forte différenciation par rapport à la classe dominante. L'État absolu ou l'État bureaucraté se présente comme une machine de domination de la société civile et non comme l'instrument de la classe dominante. La domination est vécue en premier lieu dans sa dimension politique, ce qui explique peut-être d'abord le surgissement des théories anarchistes, ensuite le rayonnement de l'anarcho-syndicalisme.

16. A. Bergounioux et B. Manin, *la Social-démocratie ou le Compromis*, PUF, 1979, p. 65. Voir aussi D. A. Chalmer, *The social democrat party of Germany*, Yale University Press, 1964.

17. George Woodcock, *Anarchism*, Pelican, 1963, p. 404-409. A. R. Carlson, *Anarchism in Germany*, Methuen, 1972.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'anarchisme se répand en France, en parallèle avec le renforcement considérable de l'État¹⁸. L'immense influence que Proudhon a exercée sur le mouvement ouvrier jusqu'au début du XX^e siècle témoigne du poids de l'anarchisme. Selon Proudhon, l'État est loin de n'être qu'un simple instrument de la classe dominante : il se présente comme une machine différenciée qu'il faut combattre en tant que telle. Étudiant le coup d'État de Napoléon III, il insiste sur la spécificité de l'État qui en résulte¹⁹. Confronté à l'État français, dont il ne perçoit d'ailleurs pas le caractère original, Proudhon développe des analyses identiques à celles que proposent, à partir d'horizons idéologiques opposés, aussi bien Tocqueville que Marx. Pour Proudhon, « la centralisation étant expansive, envahissante de sa nature, les attributions de l'État grandissent continuellement aux dépens de l'initiative, corporative, communale et sociale²⁰ ». Analysant à son tour le Second Empire, Marx retrouve les observations de Proudhon, qu'il combat pourtant de manière régulière : pour lui, « l'État enserre, contrôle, régleme, surveille et tient en tutelle la société civile », il apparaît comme un « effroyable corps parasite qui recouvre comme d'une membrane le corps de la société française et en

18. Sur les différences qui opposent les anarchistes à Marx en ce qui concerne l'attitude à adopter à l'égard de l'État et de ses possibilités de transformations, Paul Thomas, *Karl Marx and the anarchists*, Routledge and Kegan Paul, 1980, p. 344 s.

19. P. J. Proudhon, *la Révolution sociale démontrée par le coup d'État du 2 décembre (1852)*, Marcel Rivière, 1926.

20. P. J. Proudhon, *Capacité politique des classes ouvrières*, Marcel Rivière, 1924, p. 287.

bouche tous les pores²¹ ». Face à l'État français, Marx abandonne son analyse traditionnelle en termes de classes sociales pour reconnaître, comme Proudhon, la spécificité de la domination politique qui s'exerce dans ce contexte. Il rejoint également Tocqueville, qui souligne comment « sous l'ancien régime comme de nos jours, il n'y avait ville, bourg, village ni si petit hameau en France, hôpital, fabrique, couvent ni collège qui pût avoir une volonté indépendante à ses propres biens. Alors, comme aujourd'hui, l'administration tenait donc tous les Français en tutelle²² ». Que la pensée libérale, la théorie marxiste et la perspective anarchiste s'accordent, en dépit de leurs contradictions, à reconnaître la particularité de l'État français, révèle la profonde influence qu'exercent sur les idéologies les cadres sociaux politiques.

Si, comme l'observe justement Pierre Ansart²³, on peut souligner l'existence d'une homologie structurale entre les pratiques ouvrières mutualistes qui connaissent un fort épanouissement en France et la création théorique de Proudhon qui se développe elle aussi, à l'image des mutuelles ouvrières, par un rejet de l'État et une préférence en faveur de l'action économique indépendante, on doit reconnaître aussi que sa perspective est, peut-être avant tout, déterminée par le type d'État auquel elle s'oppose. L'industrialisation plus lente et le maintien d'une structure

21. K. Marx, *le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Pauvert, 1964, p. 274.

22. A. de Tocqueville, *l'Ancien Régime et la Révolution*, Gallimard, 1953, p. 122.

23. Pierre Ansart, *Naissance de l'anarchisme*, PUF, 1970, p. 131 s.

économique où les petits producteurs et les artisans jouent un rôle essentiel favorisent certes l'accueil réservé aux théories anarchistes; elles se trouvent néanmoins surdéterminées par la spécificité de l'État. Soulignons de plus, avec Yves Lequin, que l'anarchisme parvient tout autant à pénétrer, à cette époque, dans le secteur de la grande industrie²⁴.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'anarchisme l'ait longtemps, et contrairement à ce qui se produit en Allemagne, emporté sur le marxisme. Comme l'observe Édouard Droz, « par lui-même et par ses disciples, Proudhon a créé, pour la plus grande part, la Confédération générale du travail²⁵ ». Dans le même sens, Jacques Julliard et Annie Kriegel soulignent, l'un comme l'autre, la forte influence qu'a exercée Proudhon sur le syndicalisme révolutionnaire, par l'intermédiaire de Pelloutier²⁶. L'organisation des Bourses du travail ou le ralliement à l'idée de grève générale²⁷ témoignent de la tentative d'auto-organisation de la classe ouvrière. Pour Pelloutier, les travailleurs ont « intérêt à s'unir et doivent considérer le syndicat, la société coopéra-

24. Yves Lequin, *les Ouvriers de la région lyonnaise, 1848-1914*, t. 2, Presses Universitaires de Lyon, 1977, p. 282.

25. Édouard Droz, *P. J. Proudhon*, Librairie des pays libres, 1909, p. 34.

26. Annie Kriegel, *le Pain et les Roses*, p. 95 et 96, 1973 « 10/18 », Jacques Julliard rapproche également Pelloutier de Proudhon tout en soulignant leur différence de perspectives en ce qui concerne le socialisme et l'idée de guerre : *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Seuil, 1971, p. 209-210.

27. Voir F. Ridley, « Revolutionary syndicalism in France : the general strike as theory and myth », *International review of history and political science*, vol. 3, n° 2, 1966.

tive, non comme un office de placement et une caisse d'épargne forcée, mais comme des écoles de révolution, de production et de *self-government*²⁸ ». Il est frappant de retrouver sous la plume de Pelloutier l'idée britannique du *self-government*; dans un cas comme dans l'autre, elle exprime le refus de l'État. Mais, tandis qu'au Royaume-Uni le caractère limité de l'État était très défavorable au développement de l'anarchisme ou de l'anarcho-syndicalisme, la force de l'État, en France, rend compte de leur surgissement.

Contre le renforcement d'un parti socialiste qui se donnerait pour tâche la conquête de l'État, contre le marxisme et son expression guesdiste, Pelloutier, en développant les Bourses du travail, se rallie à la conception qui parle « de mutuellisme, de coopération, de crédit, d'association et professe que le prolétariat possède en lui-même l'instrument de son émancipation²⁹ ». Sous ces différentes formes, individualiste et terroriste, mutuelliste, collectiviste ou syndicaliste³⁰, l'anarchisme a connu en France un grand développement, qui correspond à la puissance dont y bénéficie l'État. Dans ce sens, l'opposition entre l'anarchisme français et le marxisme qui se développe en Allemagne renvoie moins, comme l'estimaient tant Bakounine que Kropotkine, à une différence entre l'esprit latin et l'esprit allemand, qu'au type d'État qui se construit dans chacun de ces deux pays, à leur plus ou moins grande différen-

28. Cité par J. Julliard, *op. cit.*, p. 341.

29. Fernand Pelloutier, *Histoire des bourses du travail*, Publications Gramma, 1971, p. 99.

30. Jean Maïtron analyse l'ensemble de ces courants dans *le Mouvement anarchiste en France*, Maspero, 1975, 2 vol.

tion d'avec la classe dominante. On comprend qu'à cette époque l'attitude des grévistes traduise, pour Michelle Perrot, « une croyance dans la priorité et la toute-puissance des facteurs politiques³¹ ».

Il est vrai qu'au Congrès de Marseille, en 1879, le guesdisme l'emporte sur le mouvement corporatiste et mutuelliste³². Il n'empêche que l'anarcho-syndicalisme maintient longtemps son contrôle sur le mouvement ouvrier : la charte d'Amiens de 1905 illustre encore son influence³³. De plus, « le guesdisme, qui se réclame de Marx, conserve en fait à l'origine une forte empreinte anarchiste ou blanquiste³⁴ ». Quelle que soit leur différence de perspective, ces trois courants entendent en effet se définir par rapport à l'État en le combattant ou en s'auto-organisant en dehors et contre lui. Le guesdisme, version française du marxisme, concentre son action contre l'État : « Disons et redisons aux prolétaires, déclare Guesde, qu'en dehors du parti de la classe ouvrière s'emparant de l'État, il n'y a pas de transformation possible de la société ni d'émancipation du travail³⁵. » Le mouvement socialiste français rejette peu à peu les organisations de coopératives, la mutuelle et les

31. Michelle Perrot, *les Ouvriers en grève. France, 1871-1890*, Mouton, 1974, t. 2, p. 703.

32. Michelle Perrot, « Le congrès de la scission », *le Monde*, 9 décembre 1979.

33. Voir Henri Dubief, *le Syndicalisme révolutionnaire*, A. Colin, 1969.

34. Michelle Perrot, « Les socialistes français et les problèmes du pouvoir (1871-1914) », in Michelle Perrot et Annie Kriegel, *le Socialisme français et le Pouvoir*, EDI, 1966, p. 19.

35. Cité dans H. Dubief, *op. cit.*, p. 12. Voir aussi Claude Willard, *les Guesdistes*, 2^e partie, chap. 11, Éditions sociales, 1965.

courants anarchistes et, à Londres en 1906, l'exclusion de l'anarchisme devient définitive avec l'appui temporaire de Jaurès, qui ne peut malgré tout être considéré comme un étatiste³⁶. Pourtant, la SFIO qui, née en 1905 en écartant le syndicalisme révolutionnaire, conserve longtemps certaines traces de l'influence proudhonienne³⁷, est infiniment moins structurée que la social-démocratie allemande.

La naissance du parti communiste à Tours, en 1920, va accélérer l'étatisation du mouvement ouvrier français. Comme l'observe très justement Annie Kriegel, « chaque parti se constitue comme le négatif de l'État qu'il a dans sa sphère territoriale vocation de détruire — à l'instar du parti social-démocrate allemand dont la conception comme négatif de l'État prussien retint si fortement l'attention de Lénine... Le parti communiste français a retrouvé ce qui fait la cohérence et l'unité du système politique français — le concept d'absolutisme³⁸ ». On ne saurait mieux mettre en lumière le poids de la variable étatique dans l'organisation du système social, des partis politiques et des idéologies véhiculées par les différents mouvements sociaux ou politi-

36. Madeleine Rébérioux montre comment Jaurès se rapproche par la suite du syndicalisme — Jean Jaurès, *La classe ouvrière*, p. 14 et 15, textes présentés par M. Rébérioux, Maspero, 1976. Voir aussi, du même auteur, « Les tendances hostiles à l'État dans la SFIO (1905-1914) », *le Mouvement social*, oct.-déc. 1968, et « Jean Jaurès et le marxisme », *Histoire du marxisme européen*, « 10/18 », 1977, t. 1, p. 233.

37. Madeleine Rébérioux, « Le socialisme français de 1871 à 1914 », in J. Droz, *Histoire générale du socialisme*, PUF, t. 2, 1974, p. 196.

38. Annie Kriegel, *Communismes au miroir français*, Gallimard, 1974, p. 149.

ques. A l'instar de l'anarchisme qui trouve en France un terrain particulièrement favorable, le marxisme, lorsqu'il se développe plus tard, subit à son tour le poids du déterminisme étatique. Succédant à l'anarchisme, réponse au formidable État français, le parti communiste, qui entend se saisir de l'État et non le détruire, se constitue à son image : « Le parti communiste fonctionne à l'État parce qu'il s'est modelé sur l'État³⁹. »

Le modèle britannique

Si l'on examine maintenant le modèle anglais de centralisation politique, qui s'est réalisé sans véritable différenciation des structures politiques, on constate que la mise en place de mécanismes de représentation a permis, quelles que soient leurs difficultés réelles de fonctionnement à l'égard tout particulièrement de la classe ouvrière, un relatif autogouvernement de la société civile dans son ensemble. Bien que le Royaume-Uni soit dirigé par une classe dominante, un *establishment* qui intègre les nouveaux venus des classes moyennes, la classe ouvrière ne s'est pas ralliée au marxisme comme elle l'a fait en Allemagne. Elle a négocié, souvent violemment, avec le patronat pour améliorer ses conditions de vie et son statut social au sein de la société dans son ensemble et a presque constamment préféré se renforcer elle-même pour mieux affirmer ses droits.

39. Christine Buci-Glucksmann, « Pour un eurocommunisme de gauche », in Olivier Duhamel et Henri Weber, *Changer le PC?*, PUF, 1979, p. 133.

De même qu'elle ne s'est pas ouverte au marxisme, la classe ouvrière n'a pas non plus accepté le modèle anarchiste ou anarcho-syndicaliste qui a connu un si grand succès dans la France étatisée. En dépit des œuvres de Godwin et de William Morris, l'anarchisme ne s'est jamais acclimaté au Royaume-Uni, car l'État lui-même y est demeuré faible et n'est pas l'enjeu essentiel qu'il faut combattre ou utiliser.

L'anarchisme ne réussit à s'implanter durablement que dans les pays où règne un État fortement dominant, telles la France, l'Italie ou l'Espagne : il n'a nulle raison d'être au Royaume-Uni⁴⁰. En dehors de l'anarchisme littéraire, les groupes anarchistes qui apparaissent au Royaume-Uni sont le plus souvent animés par des étrangers, que ce soit par Kropotkine, à la fin du XIX^e siècle, ou encore, au tournant du siècle, par des ouvriers juifs venant de Russie, d'Allemagne ou de Pologne : autant de pays où la domination s'exerce souvent brutalement par l'entremise d'institutions étatiques ou par le recours à la force d'empires puissants. Mais l'anarchisme britannique demeure négligeable : « Si la tyrannie étatique est peu ressentie, faute d'expérience de la centralisation et de la bureaucratie, il est bien plus difficile à la révolte de naître spontanément et à des formules comme " ni Dieu ni maître " de trouver un écho⁴¹. »

Finalement, comme le constate George Woodcock, l'anarchisme demeure presque absent au Royaume-Uni, aux États-Unis ou aux Pays-Bas, modèle de la

40. G. D. H. Cole, *Socialist thought. Marxism and anarchism, 1850-1890*, vol. 2, Macmillan, 1961, p. 336-337.

41. François Bédarida, « Sur l'anarchisme en Angleterre », *Mélanges d'histoire sociale offerts à Jean Maïtron*, Éditions ouvrières, 1976, p. 23.

démocratie consociationnelle (où le respect des clivages s'accompagne d'un accommodement entre les élites qui évite la construction de l'État), les autres faisant figure de systèmes sociaux où la société civile parvient plus ou moins bien à s'autoréguler en évitant également la différenciation de structures étatiques⁴². La seule forme d'anarchisme qui se manifeste dans ces sociétés, sous l'influence de Tolstoï, revêt une forme pacifique et reste interne à la société civile⁴³.

L'anarchisme demeure un anarchisme de société civile, qui n'est pas dirigé contre l'État, et ses théoriciens sont plus souvent des poètes ou des écrivains que des organisateurs de mouvements⁴⁴. D'après David Apter, le nouvel anarchisme qui apparaît dans les pays anglo-saxons est une réaction contre le système des rôles de la société civile et non l'expression d'une lutte contre un État. La contre-culture de la jeunesse s'en prend à l'identité sociale des acteurs ; la violence est exercée contre soi-même et non contre le pouvoir politique⁴⁵. Aux États-Unis, de même qu'au Royaume-Uni ou encore aux Pays-Bas, le type d'anarchisme qui s'exprime de nos jours se présente comme une preuve de l'absence d'un État véritablement institutionnalisé ; de manière négative, là encore, la politique apparaît comme la variable

42. B. Badie et P. Birnbaum, *Sociologie de l'État*, op. cit., troisième partie.

43. G. Woodcock, *Anarchism*, op. cit., p. 18.

44. April Carter, *The political theory of anarchism*, Routledge and Kegan Paul, 1971, p. 10 et 11.

45. David Apter, « The old anarchism and the new : some comments », in D. Apter et J. Joll, *Anarchism today*, Macmillan, 1971, p. 8-10.

indépendante qui détermine le genre d'idéologie qui se fait jour⁴⁶.

A la différence de l'Allemagne ou de la France, le Royaume-Uni ne s'est véritablement ouvert ni au marxisme ni à l'anarchisme. Comme l'observe Henry Pelling, le syndicalisme anglais était, dès le XIX^e siècle, infiniment plus fort que celui des autres pays européens ; fortement auto-organisé, conscient de sa force, « le mouvement britannique n'était ni très marxiste ni nettement orienté vers une politique de partis⁴⁷ ». Préférant l'action économique à la lutte politique, les dirigeants du mouvement ouvrier anglais refusent même de participer à la Seconde Internationale qui se réunit à Londres en 1896. Dans les années 1880, différents mouvements marxistes tentent de s'organiser, comme la Social Democratic Federation, autour de Hyndman, qui souhaite subordonner l'action syndicale à l'action politique et entend donner un rôle essentiel à l'État. Très hostile au trade-unionisme, ces mouvements demeurent étrangers à la culture populaire des ouvriers britanniques, qui se tournent le plus souvent vers la seule lutte économique⁴⁸.

Mais, face aux difficultés économiques et aux réactions patronales, les syndicats sont progressivement amenés à entrer dans l'arène politique pour

46. Voir David Stafford, « Anarchists in Britain today », et Rudolf de Jong, « Provos and Kabouters », in D. Apter et J. Joll, *Anarchism today*, op. cit.

47. Henry Pelling, *Histoire du syndicalisme britannique*, Seuil, 1967, p. 130.

48. Voir F. Bedarida, « Le socialisme en Grande-Bretagne de 1875 à 1914 », in J. Droz (dir. publ.), *Histoire générale du socialisme*, op. cit., t. 2, p. 356 s.

défendre leurs propres droits. Rappelons que ce processus conduit à la création, en 1900, d'un « Comité pour la représentation du travail » que dominent largement les syndicats, les représentants du courant socialiste étant minoritaires. C'est ce comité qui devient, en 1906, le parti travailliste : il va se donner pour tâche d'exprimer sur la scène politique les demandes ouvrières en faveur d'une amélioration des salaires et des conditions de travail. Même si ce socialisme parlementaire a provoqué des réactions de rejet, la naissance d'un socialisme révolutionnaire parfois d'inspiration marxiste et d'un syndicalisme d'action directe proche de l'anarcho-syndicalisme français, il s'est imposé durablement comme mode de représentation de la classe ouvrière britannique.

Contrairement à la situation qui a prévalu en Allemagne, où le mouvement ouvrier affrontait un État non différencié d'une classe dominante, la classe ouvrière anglaise dans son ensemble a, sauf période exceptionnelle, ignoré le marxisme ; elle a aussi refusé de subordonner le syndicat au parti. Intégrée dans un système politique, « entendu » par des représentants qu'elle contrôle, elle a dédaigné l'anarcho-syndicalisme à la française et sa lutte anti-étatique, et n'a pas connu la séparation et la rivalité syndicat-parti⁴⁹. Par les cotisations obligatoires que versent les ouvriers syndiqués au parti travailliste et le poids

49. Sur les relations parti-syndicat dans différents cas de figure, voir Jacques Julliard, « Les syndicats et la politique », in P. Birnbaum et J.-M. Vincent, *Critiques des pratiques politiques*, Galilée, 1978. Voir aussi Alessandro Pizzorno, « Les syndicats et l'action politique », *Sociologie du travail*, avril-juin 1971.

prédominant des syndicats dans le parti, la classe ouvrière se subordonne l'appareil politique et lui communique son ethos pragmatique et réformiste, expression de sa pleine participation à la société civile. Du coup, le parti travailliste ne trahit pas la classe ouvrière (Miliband), il l'exprime⁵⁰.

Marxisme, anti-étatisme, pragmatisme : trois réponses idéologiques en étroite corrélation avec le type d'État qui se construit dans chacun des systèmes analysés. Ajoutons que si, en France, « le syndicalisme révolutionnaire, c'est le trade-unionisme plus l'action directe⁵¹ », inversement on pourrait avancer qu'au Royaume-Uni le trade-unionisme, c'est le syndicalisme d'inspiration révolutionnaire, dans la mesure où il entend faire évoluer la société civile, moins l'action directe. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, le syndicalisme français n'est pas sans analogie avec le trade-unionisme ; mais, tandis que les syndicats anglais vont réussir à contrôler le parti travailliste, en France ils vont dorénavant, et pour longtemps, s'effacer devant les partis. La logique de l'État ou du centre pèse lourdement sur la relation

50. H. M. Drucker, *Doctrine and ethos in the Labour Party*, chap. 1, Allen and Unwin, 1979. Voir aussi L. Panitch, *Social democracy and industrial militancy*, Cambridge University Press, 1976. T. Nairn est l'un des rares auteurs à établir une relation entre la nature du parti travailliste et la faiblesse relative de l'État anglais : « The nature of the Labour Party », *New left review*, 27 et 28, 1964. Dans « The decline of the British State », *New left review*, 101, 1977, il prolonge rapidement son étude de la relation entre État « retardé » et classe ouvrière, insistant aussi sur la séparation entre les intellectuels et la classe ouvrière (p. 23).

51. Jacques Julliard, « Théorie syndicaliste révolutionnaire et pratique gréviste », *le Mouvement social*, oct.-déc. 1968, p. 60.

syndicat-parti et sur les idéologies par lesquelles elle s'exprime.

L'analyse proposée ici révèle à quel point celles-ci dépendent non pas de la nature du capitalisme en général, ni même seulement des classes sociales, mais surtout des cadres sociopolitiques. C'est bien ceux-ci qui expliquent que deux pays où l'industrialisation a été assez rapide, le Royaume-Uni et l'Allemagne, aient donné le jour à des idéologies profondément différentes, leurs États étant radicalement dissemblables. Des idéologies contradictoires s'épanouissent en France et en Allemagne, pays dont les structures étatiques peuvent être pourtant rapprochées. Mais, tandis que le marxisme se diffuse en Allemagne où l'État se trouve lié à la classe dominante, l'anarcho-syndicalisme se développe en France, où la domination apparaît surtout dans sa dimension politique.

Cette prégnance de l'État nous semble essentielle pour comprendre les idéologies qui naissent ici et là et la manière dont elles se constituent. De même que Proudhon, Tocqueville et Marx s'accordèrent à reconnaître la particularité de l'État français, de même, en dépit toujours de leur orientation théorique contradictoire, de nos jours Robert Dahl, Wright Mills ou David Easton n'accordent que peu d'importance à l'État lui-même lorsqu'ils analysent la société américaine; de même encore, au sein du courant marxiste contemporain, James O'Connor aux États-Unis, ou Ralph Miliband au Royaume-Uni, se penchent surtout sur les contradictions du capitalisme ou l'homogénéité de la classe dirigeante, délaissant les problèmes de l'État, tandis que Nicos Poulantzas et Claus Offe, en dépit de leurs divergences, s'accordent, en France ou en Allemagne, à

reconnaître son caractère essentiel en tant qu'espace public constitué. C'est dire que même les modèles théoriques qui se font jour au sein d'un courant de pensée (par exemple le marxisme) ne doivent pas être seulement interprétés en fonction de leur cohérence interne, que les controverses qu'ils suscitent ne se situent pas simplement au niveau cognitif mais dépendent peut-être davantage du type d'État en fonction duquel ils se sont construits.

D'ess. A la fin du XIX^e siècle que la sociologie se développe en Europe continentale et, plus particulièrement, en France, en Allemagne et en Autriche. Dans ces pays on voit naître également, à des degrés divers, de forts courants d'inspiration marxiste. Sociologie et marxisme apparaissent comme deux modes rivaux d'explication de la société et de son changement. Longtemps, les sociologues n'ont pas été marxistes, ceux-ci optent pour leur part la sociologie, qu'ils entendent remplacer à eux seuls. Par ailleurs, avec beaucoup de prudence, on peut remarquer qu'à cette époque et dans ces pays sociologues et marxistes étaient très souvent, les uns et les autres, juifs. Citons Durkheim, Mauss, Simmel, Guseplovitch d'un côté, Marx, Lassalle, Hilferding, Bauer, Adler, Lukács de l'autre. De toute évidence, un grand nombre de sociologues (de Tard à Le Bon, Weber ou Tönnies) comme de marxistes (de Engels

1. Stewart Hughes, *Continuities and change. The development of European thought, 1850-1950*, A. Knopf, 1956, p. 11. A. Giddens, *Constitution of society* (éd. Wiley, Cambridge University Press, 1971), p. XIII-XIII.

reconstruit son caractère essentiel en tant qu'espace public construite. C'est dire que même les modes théoriques qui se justifient en tant qu'un certain de pensée (par exemple le marxisme) ne doivent pas être seulement interprétés en fonction de leur cohérence interne, que les contradictions qui les caractérisent ne se situent pas simplement au niveau cognitif, mais dépendent peut-être d'avantage du type d'état en fonction duquel ils se sont construits et sont

restés. Les États européens ont été construits à partir de la fin du XVIII^e siècle, en France, en Allemagne et en Autriche. Mais, ces États ont pu être construits à partir de la fin du XVIII^e siècle, en France, en Allemagne et en Autriche. Mais, ces États ont pu être construits à partir de la fin du XVIII^e siècle, en France, en Allemagne et en Autriche.

Cette prégnance de l'État nous semble essentielle pour comprendre les idéologies qui se sont construites et le manière dont elles se construisent. De même que Proudhon, Tocqueville et Marx s'accorderont à reconnaître la particularité de l'État français, de même, en dépit toujours de leur orientation théorique contradictoire, de nos jours Robert Dahl, Wright Mills ou David Easton n'admettent que peu d'objection à l'idée que l'État français est un État particulier. En fait, ce qui est en jeu, c'est la reconnaissance de la particularité de l'État français, de même que Proudhon, Tocqueville et Marx s'accorderont à reconnaître la particularité de l'État français, de même, en dépit toujours de leur orientation théorique contradictoire, de nos jours Robert Dahl, Wright Mills ou David Easton n'admettent que peu d'objection à l'idée que l'État français est un État particulier.

CHAPITRE 2

Sociologie, judaïsme, citoyenneté

C'est à la fin du XIX^e siècle que la sociologie se développe en Europe continentale et, plus particulièrement, en France, en Allemagne et en Autriche¹. Dans ces pays on voit naître également, à des degrés divers, de forts courants d'inspiration marxiste. Sociologie et marxisme apparaissent comme deux modes rivaux d'explication de la société et de son changement. Longtemps, les sociologues n'ont pas été marxistes, ceux-ci rejetant pour leur part la sociologie, qu'ils entendent remplacer à eux seuls. Par ailleurs, avec beaucoup de prudence, on peut remarquer qu'à cette époque et dans ces pays sociologues et marxistes étaient très souvent, les uns et les autres, juifs. Citons Durkheim, Mauss, Simmel, Gumplowicz d'un côté, Marx, Lasalle, Hilferding, Bauer, Adler, Lukács de l'autre. De toute évidence, un grand nombre de sociologues (de Tarde à Le Bon, Weber ou Tonnies) comme de marxistes (d'Engels à

1. Stuart Hughes, *Consciousness and society. The reorientation of European thought, 1890-1930*, A. Knopf, 1958, p. 12. A. Giddens, *Capitalism and modern social theory*, Cambridge University Press, 1971, p. XII-XIII.

Kautsky, Lénine ou Plekhanov) de ce temps ne l'étaient pas.

On voudrait avancer l'idée selon laquelle, qu'ils aient été sociologues ou marxistes, les Juifs qui élaboraient ainsi de vastes modèles du système social, se trouvaient tous confrontés au problème de l'assimilation : ils y répondaient par la recherche de lois universelles, en rejetant à l'arrière-plan toute appartenance sociale et culturelle spécifique (ils étaient juifs mais aussi, presque tous, d'origine bourgeoise). De plus, se réclamant souvent du positivisme, ils entendaient faire figure de savants échappant à toutes les valeurs partisans. Leur assimilation résultait de leur émancipation par l'État : sociologues et marxistes élaboraient en effet leurs théories dans des sociétés qui connaissaient toutes un État différencié et institutionnalisé, résultat d'un long processus historique d'autonomisation. La France, l'Allemagne et l'Autriche ont construit, de la monarchie absolue à l'époque contemporaine, des États qui, sauf dans le dernier cas, ont laminé les allégeances partisans et imposé une loyauté unique. Les citoyens abandonnent leur loyauté à des ensembles périphériques et ne se reconnaissent plus qu'en l'État. L'Empire austro-hongrois présente pourtant la particularité de constituer un État dans une société qui reconnaît de multiples nationalités internes ; paradoxalement, les sociologues et les marxistes juifs accorderont dans leurs travaux une grande attention à ces divers groupes, sans tenter pour autant de faire reconnaître la légitimité de leur propre appartenance².

2. John Torrance, « The emergence of sociology in Austria, 1883-1955 », in *Archives européennes de sociologie*, 1967, n° 2.

Ainsi semble exister une étroite relation entre le développement du marxisme occidental³, l'épanouissement de la sociologie, le type d'État face auxquels ils s'élaborent tous deux et la situation particulière des Juifs, qui résulte de leur émancipation étatique. Aux confins du marxisme et de la sociologie, l'École de Francfort est également fondée (Weil, Grunberg) ou animée (Horkheimer, Adorno, Marcuse) par des Juifs⁴. Certains ont même voulu trouver dans leurs travaux, en mettant trop l'accent sur cette unique dimension, une inspiration messianique juive de justice sociale et de recherche de la vérité⁵. Pour Horkheimer, « assimilation et critique sont deux moments d'un unique processus d'émancipation » ; en ce sens, les marxistes et les membres de l'École de Francfort ont en effet suivi ce double mouvement, mais il n'en est peut-être pas de même de certains sociologues juifs qui doivent à l'État leur émancipation se sont assimilés, mais en s'éloignant de toute perspective critique.

Marxisme et sociologie paraissent donc liés à la nature de l'État. En Grande-Bretagne, par exemple, le marxisme est resté balbutiant, et l'anarchisme quasi inexistant⁶. Seuls les Juifs immigrés de Pologne ou de Russie vont faire surgir, dans certains quartiers

3. Dans son livre *Sur le marxisme occidental* (Maspero, 1977), Perry Anderson passe entièrement sous silence et n'accorde aucune importance à l'origine juive de nombreux théoriciens marxistes.

4. Martin Jay, *l'Imagination sociologique. Histoire de l'École de Francfort, 1923-1950*, Payot, 1977, chap. 1.

5. Zoltan Tar insiste particulièrement sur cette dimension : *The Frankfurt School*, Wiley and sons, 1977.

6. Sur les relations entre marxisme, anarchisme et type d'État, voir le chapitre précédent.

de Londres et de manière provisoire, avant qu'ils ne soient eux-mêmes assimilés, une petite société anarchiste⁷. Dans le même sens, si à cette époque la sociologie anglaise s'affirme plus rapidement qu'on ne l'estime le plus souvent⁸, elle n'atteint cependant pas le niveau théorique des sciences sociales continentales. Ajoutons que les Juifs, qui ne subissent aucun mouvement antisémite véritablement menaçant, s'assimilent en participant à la société civile et à ses structures de représentation, ne prennent pas part au développement de la sociologie britannique et ne se tournent pas vers le marxisme. Ils ne se conçoivent donc pas selon des catégories universalistes. Il en est de même aux États-Unis. Là encore, pour des raisons historiques (absence de féodalité, etc.), n'a pas surgi un État différencié à l'image des États français ou allemand. L'émancipation ne résulte pas de la loyauté étatique, et les allégeances périphériques demeurent légitimes. Comme toutes les minorités, les Juifs américains ont préservé leur propre spécificité en tant que groupe social et culturel⁹ : leur assimilation n'a pas été aussi destructrice, elle ne repose pas sur une citoyenneté anonyme. A la fin du XIX^e siècle, ils sont totalement absents de la sociologie américaine, qui connaît un développement considérable

7. Voir William Fishman, *East End Jewish radicals, 1875-1914*, Duckworth, 1975.

8. Stefan Collini, « Sociology and Idealism in Britain, 1880-1920 », in *Archives européennes de sociologie*, 1978, n° 1. Philip Abrams, *The origin of British sociology, 1834-1914*, Chicago University Press, 1968.

9. Nathan Glazer, *les Juifs américains. Du XVII^e siècle à nos jours*, Calmann-Lévy, 1972.

(Ward, Summer, Giddings, Cooley, Small, Ross¹⁰).

Ce n'est que dans l'entre-deux-guerres, après l'immigration de nombreux sociologues juifs allemands ou autrichiens, que les Juifs vont jouer un rôle essentiel dans les sciences sociales américaines. L'itinéraire de Paul Lazarsfeld apparaît, de ce point de vue, comme exemplaire. On sait qu'au début de sa carrière, à la fin des années vingt, Lazarsfeld était un militant socialiste, lié aux théoriciens de l'austromarxisme comme Max Adler, Otto Bauer, Rudolph Hilferding. Juif comme eux, il se veut à la fois sociologue et proche du marxisme ; c'est en Autriche qu'il commence en effet ses premiers travaux empiriques de psychologie sociale, liés à des problèmes politiques tel celui du chômage¹¹. En 1932, Lazarsfeld part aux États-Unis, où il abandonne toute activité politique et se spécialise dans la sociologie appliquée¹².

Une relation assez nette se dessine entre la pratique des sociologues et marxistes juifs, et le type d'État dans le cadre duquel ils élaborent leurs travaux. D'une manière qu'il faudra encore approfondir, État, émancipation, sociologie, marxisme et éloignement à l'égard du judaïsme paraissent étroite-

10. Roscoe Hinkle, *Founding Theory of American Sociology, 1881-1915*, Routledge and Kegan Paul, 1980.

11. P. Lazarsfeld, « An episod in the history of social research : a memoir », in D. Fleming et B. Bailey, *The intellectual migration : Europe and America, 1930-1960*, Harvard University Press, 1969.

12. Michael Pollak, « Paul Lazarsfeld. Fondateur d'une multinationale scientifique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, janvier 1979. On sait que de nombreux sociologues juifs allemands ou autrichiens partent alors aux États-Unis, tels Karl Deutsch, Peter Blau, Lewis Coser, Albert Hirschman, etc.

ment dépendants. Comme l'exprime fortement Jacob Wasserman, « les Juifs sont les jacobins de notre âge ». L'État assure en effet seul leur émancipation. De ce point de vue, on n'a pas prêté une suffisante attention à la thèse de Hannah Arendt sur l'antisémitisme. A relire aujourd'hui son œuvre, on reste frappé par l'extrême originalité de son propos. Selon elle, en effet, dans son processus d'autonomisation vis-à-vis de la classe dirigeante, l'État s'est construit avec l'aide des banquiers juifs, qui lui ont fourni des ressources suffisantes pour se transformer en un ensemble spécifique, recrutant son personnel propre¹³. Le sort des Juifs paraît lié à celui des États différenciés. L'auteur en déduit, logiquement, que la remise en question du rôle de l'État à la fin du XIX^e siècle explique la montée de l'antisémitisme. A l'heure de l'impérialisme, les États perdant de leur importance, les Juifs se voient menacés. Pour H. Arendt, « la communauté juive occidentale se désintègre en même temps que l'État-nation¹⁴ ». Les Juifs tentent alors de passer de l'État à la société civile, où ils veulent s'assimiler. Mais, dès la fin du XIX^e siècle, rejetant cette relation particulière à l'État qu'avaient tissée certaines élites juives, des sociologues comme des marxistes juifs tireront de leur émancipation et de leur citoyenneté une théorie universaliste de l'État, qui nie leur propre spécificité. Dans son étonnant ouvrage, H. Arendt n'aborde pas ce problème particulier. Mais elle montre comment, en France et en Allemagne, l'État est conçu comme une entité pro-

13. Hannah Arendt, *Sur l'antisémitisme*, Calmann-Lévy, 1973, p. 44.

14. *Idem*, p. 48.

pre, un organe presque réifié, l'individu n'étant reconnu qu'en fonction de sa qualité de citoyen. D'où son allégeance et son patriotisme extrême. En Angleterre, au contraire, précise H. Arendt, il n'y a pas de séparation entre le privé et le public, l'État n'est pas au-dessus des citoyens qui contrôlent, par les mécanismes de représentation, le fonctionnement du système politique¹⁵. Même si elle ne repose pas sur une véritable analyse sociologique de l'État, cette interprétation a le mérite de pouvoir rendre compte de la manière dont Marx et Durkheim vont tous deux appréhender les formes étatiques très différenciées qui ont surgi en Allemagne et en France.

On peut trouver deux théories de l'État dans l'œuvre de Marx ; la première le considère comme un simple instrument servile de la bourgeoisie, la seconde voit en lui, au contraire, une institution spécifique, issue d'une histoire particulière, devenue une organisation bureaucratique fonctionnelle coupée des intérêts particuliers de la société civile. Ici Marx rejoint presque la conception hégélienne de l'État-Raison, dont tous les citoyens peuvent attendre leur émancipation. Il faut souligner que c'est précisément dans *la Question juive* que Marx présente cette seconde théorie de l'État, considéré comme une institution universaliste. Cette observation permet d'aborder en d'autres termes le problème de « l'antisémitisme de Marx » : pour certains auteurs, Marx fait figure d'antisémite pur et simple¹⁶ ; selon d'au-

15. H. Arendt, *The origins of totalitarianism*, Harcourt, Brace and Co., 1951, p. 254-255.

16. Telle est l'interprétation de S. Avineri, « Marx and Jewish emancipation », *Journal of the history of ideas*, juillet-

tres¹⁷, il faudrait replacer sa dénonciation des Juifs dans le cadre de sa théorie générale du fonctionnement du capitalisme, dont la vigoureuse critique ferait même de Marx, selon Karl Lowith, « un Juif de la stature de l'Ancien Testament messianique et prophétique¹⁸ ». En assimilant bourgeoisie et judaïsme, Marx se propose de supprimer le judaïsme en s'attaquant à la bourgeoisie (dont il est lui-même issu), pour atteindre l'universalité à travers le prolétariat, classe sociale dans laquelle l'humanité tout entière pourrait se subsumer : « Dans sa dernière signification, l'émancipation juive consiste à émanciper l'humanité du judaïsme¹⁹. » Que Marx soit ou non antisémite, importe finalement moins que cette thèse : face à l'État-Raison, l'émancipation de tous (et, en particulier, celle des Juifs) dépend dorénavant de leur condition de citoyens, donc de la disparition de tous les particularismes.

La sociologie française trouve en Durkheim son véritable fondateur. Fils et petit-fils de rabbin, Durkheim est un Juif alsacien assimilé. Certains ont voulu voir dans sa conversion à la sociologie une manière d'occuper autrement la place du père — qui avait pour prénom Moïse. L'identification au père ferait de Durkheim un « nouveau Moïse [qui] substi-

septembre 1964, ou, plus récemment, Robert Misrahi, *Marx et la question juive*, Paris, Gallimard, 1972.

17. Hannah Arendt s'oppose à cette interprétation dans *Sur l'antisémitisme*, *op. cit.*, p. 86. Plus récemment, voir Élisabeth de Fontenay, *les Figures juives de Marx*, Paris, Galilée, 1973.

18. Karl Lowith, *Meaning in History*, Chicago University Press, 1962, p. 44.

19. K. Marx, *la Question juive*, Paris, UGE, 1968, p. 50.

tuera à la révélation religieuse, la révélation scientifique²⁰ ». Nouveau prophète, Durkheim analyserait en sociologue la loi du groupe. On peut au contraire expliquer l'éloignement de Durkheim à l'égard du judaïsme par son adhésion à l'État qui, le premier, dès la Révolution française, a transformé les hommes en citoyens et émancipé les Juifs — tout en leur imposant de disparaître en tant que tels pour mieux se fondre dans la nouvelle communauté. Tout au long de sa vie, Durkheim ne cesse d'affirmer ses sentiments profondément patriotiques²¹. Comme les autres Juifs de son époque, il se considère comme assimilé; pour Michael Marrus, « le patriotisme, occupation favorite et grisante des peuples européens, était la pierre angulaire du nouveau judaïsme émancipé. C'était là, sans conteste, la manifestation la plus évidente de l'identification des Juifs avec le pays de l'émancipation²² ».

Par l'assimilation la plus complète, les Juifs français se veulent des citoyens modèles. Ils ont d'ailleurs la possibilité d'être nommés aux plus hautes fonctions civiles et militaires, privilège qui leur est encore refusé à cette époque en Allemagne. Dès lors, les Juifs sont profondément attachés à l'ordre républicain, qui garantit leur émancipation, et considèrent avec méfiance toute remise en question des fondements de

20. Jean-Claude Filloux, *Durkheim et le socialisme*, Droz, 1977, p. 39.

21. Voir les débats sur le nationalisme et le patriotisme, ou encore sur le patriotisme et l'internationalisme des classes sociales, auxquels participe Durkheim, in E. Durkheim, *Textes*, présentation de Victor Karady, Minuit, 1975, t. 3.

22. Michael Marrus, *les Juifs de France à l'époque de l'affaire Dreyfus*, Calmann-Lévy, 1972, p. 118.

la société : ils rejettent aussi bien l'anarchisme que les théories marxistes²³, ces dernières étant bien souvent perçues comme un simple produit d'importation allemande²⁴. Rien n'y fait : en pleine guerre, alors que Durkheim démontre concrètement l'intensité de son patriotisme et que son fils est tué au combat, un journal nationaliste le qualifiera de « Boche à faux nez qui représente le *Kriegsministerium* dont les agents pullulent en France²⁵ ».

Quand Dreyfus est accusé d'être un agent de l'Allemagne, il faut donner tous les gages de patriotisme. Les Juifs français y sont prêts, qui doivent déjà lutter contre l'accusation de cosmopolitisme²⁶. Ils se montrent nationalistes, offrent des statues à Jeanne d'Arc et, face à l'affaire Dreyfus, demeurent dans une prudente expectative. Durkheim défend également l'État républicain, combat la théorie de la lutte des classes qui brise la solidarité nationale, et accepte la disparition du judaïsme au sein de cette nation où tous les citoyens doivent être identiques. Pour lui, l'antisémitisme en France est dû à des « circonstances passagères » et, de toute façon, « les Juifs perdent leurs caractères ethniques avec une extrême rapidité. Encore deux générations et c'était chose faite²⁷ », s'il

23. Paul Lafargue regrette par exemple qu'il y ait si peu de Juifs parmi les marxistes français. Cf. *le Cri du peuple*, 2 octobre 1886.

24. Voir Claude Willard, *les Guesdistes*, Éditions Sociales, 1965, p. 202.

25. E. Durkheim, *Textes, op. cit.*, t. 2, p. 479.

26. Pierre Birnbaum, *le Peuple et les Gros. Histoire d'un mythe*, Grasset, 1979.

27. E. Durkheim, *ibid.*, p. 253.

n'y avait eu les défaites militaires et la nécessité de trouver des boucs émissaires²⁸.

En 1898, Durkheim peut écrire à Célestin Bouglé : « Il semblait bien me rappeler que vous m'aviez dit de Simmel qu'il était Juif. Mais je suis un peu étonné qu'il ne me l'ait pas dit quand je lui ai demandé de renoncer au passage de son article sur le sionisme, en lui disant que j'étais d'origine juive et qu'on me traiterait de sioniste²⁹. » Sioniste ou pas, Durkheim, qui veut agir en tant que simple citoyen de la République, est pourtant bel et bien considéré par l'administration universitaire comme un « jeune Israélite » et non comme un citoyen parmi d'autres³⁰.

Durant l'affaire Dreyfus, qui met en accusation un Juif alsacien assimilé et patriote comme il l'est lui-même, Durkheim agit avec prudence, comme l'ensemble de la communauté juive — à l'exception de marginaux anarchisants tel Bernard Lazare, qui modifie radicalement ses propres positions et engage la lutte sur une base non assimilationniste : c'est le début du nationalisme juif français, conséquence de la poussée d'antisémitisme qui rompt l'égalité entre les citoyens³¹. En ce qui le concerne, Durkheim ne

28. Zeev Sternhell décrit pourtant l'importance du mouvement antisémite de l'époque qui atteint tous les partis et groupes politiques. Cf. *la Droite révolutionnaire*, Seuil, 1978.

29. Lettre de Durkheim à C. Bouglé, in *Revue française de sociologie*, avril-juin, 1976, p. 169.

30. Rapport mensuel du vice-recteur de l'Académie de Paris, cité par Georges Weisz, « L'idéologie républicaine et les sciences sociales », in *Revue française de sociologie*, janvier-mars, 1979, p. 100.

31. Nelly Wilson, « Bernard Lazare's jewish journey ; from being an Israelite to being a Jew », in *Jewish Social Studies*, juillet 1964, et Robert Wistrich, *Revolutionary Jews from Marx to Trotsky*, Harvey, 1976.

signe ni les pétitions de 1897, ni le *Manifeste des Intellectuels* de janvier 1898. Il espère que le « bon sens³² » va finir par mettre un terme à cette « triste affaire, si infime par elle-même³³ ».

Durkheim est pourtant attaqué personnellement à Bordeaux³⁴; en février 1898, il devient secrétaire de la section de la Ligue des droits de l'Homme et du Citoyen, qu'il a contribué à fonder. Ce n'est pas en tant que Juif qu'il s'engage en faveur de Dreyfus, mais en tant que citoyen. Face à la critique du *Manifeste des Intellectuels* avancée par Brunetière, il rédige un texte, « L'individualisme et les intellectuels », dans lequel il tente de dépasser les « tristes spectacles » dus aux « incidents » provoqués par l'Affaire pour raisonner de manière plus générale, en défendant les droits de l'individu fondés sur la raison kantienne — qui ne doit pas enfreindre la raison d'État mais avec laquelle elle doit au contraire normalement s'accorder. De façon « impersonnelle et anonyme », la fin que poursuit l'individu doit correspondre à celle qui fonde l'action de l'État. L'acteur ne doit pas être guidé par une « condition sociale », des « intérêts de classe ou de caste », des « passions³⁵ ». En ce sens, il revient au système éducatif (dont s'est beaucoup préoccupé Durkheim) d'apprendre aux enfants à agir « suivant une loi impersonnelle, commune à tous ».

32. Lettre de Durkheim à C. Bouglé du 17 avril 1899, in E. Durkheim, *Textes, op. cit.*, t. 2, p. 429.

33. Lettre de Durkheim à Lapie, in *Revue française de sociologie*, janvier-mars, 1979, p. 120, 263 et 267.

34. Steven Lukes, *Émile Durkheim*, Penguin Press, 1973.

35. E. Durkheim, « L'individualisme et les intellectuels », in E. Durkheim, *la Science sociale et l'action*, présentation de J.-C. Filloux, PUF, 1970, p. 262.

Durkheim réagit donc surtout en républicain à l'affaire Dreyfus, alors que d'autres sociologues, proches de lui, participent à cette lutte dans les rangs socialistes³⁶. Sa démarche se veut rationnelle, universelle, détachée de toute allégeance personnelle. Elle explique la conception que Durkheim se fait de l'État, dont il attend la défense de la liberté : pour lui, c'est un « organe de réflexion » qui tient « en échec toutes ces inégalités [il s'agit des castes, classes, corporations, coteries de toutes sortes, toutes personnes économiques], toutes les injustices qui en résulteraient nécessairement³⁷ ».

L'État est à ses yeux un organe fonctionnel et rationnel, dont on doit attendre la réalisation de la justice. Soulignons à quel point Durkheim formule ici une théorie de l'État proche de celle que Marx présente dans *la Question juive*. Dans les deux cas, l'État instaure l'ère de la raison universelle, face à laquelle nulle allégeance partisane ne saurait préserver sa légitimité. Les fonctionnaires sont tenus par l'obligation de réserve, car ils sont au service de l'État et font figure d'instrument de la Raison : ils doivent par conséquent agir eux aussi de manière impersonnelle³⁸. Fonctionnaire de l'État et citoyen modèle, Durkheim s'est imposé cette réserve durant l'affaire Dreyfus³⁹. Soulignons également que les

36. D. Lindenberg et P. Mayer, *Lucien Herr. Le socialisme et son destin*, Calmann-Lévy, 1977.

37. Émile Durkheim, « L'État », in *Textes, op. cit.*, t. 3, p. 177.

38. Pierre Birnbaum, « La conception durkheimienne de l'État : l'apolitisme des fonctionnaires », in *Revue française de sociologie*, avril-juin 1976.

39. Remarquons aussi que l'affaire Dreyfus correspond au moment de l'institutionnalisation de la sociologie durkheimienne et à sa conquête de l'institution universitaire. Cf. Terry

rabbins concordataires sont eux aussi soumis à une telle discrétion, qui les aurait empêchés, l'eussent-ils voulu, de s'engager plus avant dans la défense du capitaine Dreyfus et de la communauté juive elle-même, attaquée violemment dans plusieurs villes de France. Peut-on avancer que, plus tard, lors de la collaboration avec l'Allemagne nazie, la dénatura-tion de l'État en un pouvoir autoritaire, sa trahison à l'égard des Juifs qui lui restaient loyaux, a acculé ceux-ci à le quitter? — pour passer dans la société civile, recomposer d'anciennes allégeances partisans et culturelles, s'éloigner de la dimension universaliste que représente l'État et à laquelle correspond peut-être aussi la sociologie.

Clark, *Prophets and patrons*, Harvard University Press, 1974, p. 174. A la sociologie durkheimienne s'opposent d'ailleurs les théories de G. Le Bon qui connaissent à cette époque un immense succès, Le Bon étant de plus antidreyfusard. Cf. Robert Nye, *The origins of crowd psychology*, Sage, 1975.

Chiens de garde, intellectuels organiques, ou clercs de l'État? Les intellectuels face au pouvoir politique, aux États-Unis et en France

Les intellectuels font figure tantôt de chiens de garde, tantôt de révolutionnaires menaçant les pouvoirs établis, redoutables alliés organiques des dominés. Leurs actions exprimeraient, dans un cas comme dans l'autre, les intérêts de classes rivales. D'innombrables études menées selon ces perspectives leur ont été consacrées, sans que l'on sache jamais clairement quel pouvoir politique spécifique les intellectuels conforteraient ou, au contraire, mettraient en péril¹. On vient pourtant de montrer que les visions de la société qu'ils élaborent diffèrent selon le type d'État auxquels ils font face. On voudrait soutenir mainte-

1. Voir A. Gramsci, *Œuvres Choisies*, *op. cit.*; L. Althusser, « Idéologie et Appareils idéologiques d'État », *op. cit.*; Régis Debray, *le Pouvoir intellectuel en France*, Ramsay, 1979. Seymour Lipset et Asoke Basu, « The roles of the intellectual and political roles » in A. Gella, *The Intelligentsia and the intellectuals*, Sage, 1976. G. E. Hansen, « Intellect and power : some notes on the Intellectual as a political type », *Journal of Politics*, mai 1969. Comme les intellectuels de type prophétique ne participent presque jamais à l'exercice du pouvoir politique, on étudiera ici surtout l'action des enseignants et des intellectuels technocrates.

nant que ce n'est pas en raison de leur appartenance sociale, ou en fonction des idées qu'ils expriment, que les intellectuels participent au pouvoir politique ou en sont exclus : leurs positions différentes témoignent plutôt de logiques étatiques contradictoires.

Aux États-Unis, les intellectuels traditionnels (notamment les enseignants), de même que les intellectuels technocrates, sont toujours tenus à l'écart du pouvoir politique. En France, au contraire, l'une et l'autre de ces deux catégories, à des époques différentes, y ont été constamment associées. Dans ces sociétés, aux structures socio-économiques assez proches, seul le mode spécifique de construction de l'État explique d'aussi impressionnantes différences, qui rendent pour le moins fragiles les analyses selon lesquelles les intellectuels seraient partout de fidèles instruments de la reproduction sociale, favorables à la classe dominante, ou encore les porte-parole des Appareils Idéologiques d'un État conçu non en lui-même, mais comme l'expression directe d'un rapport de classes sociales antagonistes. Dans un pays comme la France, les intellectuels n'apparaissent pas comme les simples serfs d'un État qui trouverait en dehors de lui son principe de détermination : ils en ont au contraire souvent contrôlé les sommets. Aux États-Unis, en revanche, le pouvoir politique se dispense aisément de leurs services.

En 1970, on ne trouve aucun enseignant parmi les 15 secrétaires d'État américains ; un seul haut fonctionnaire figure parmi eux². 6 % seulement des

2. H. Salzman et W. Domhoff, « The corporate community and government : Do they interlock ? », in W. Domhoff (ed.), *Power structure research*, Sage, 1980, p. 245.

sénateurs sont enseignants, et 4 % des représentants³. Les hauts fonctionnaires, quant à eux, sont presque toujours absents, quel que soit l'échelon du pouvoir politique considéré : la loi les oblige en effet à démissionner de leur emploi dès lors qu'ils souhaitent se porter candidats à une fonction politique. Les deux grandes catégories d'intellectuels, traditionnels et technocrates, demeurent donc en dehors du personnel politique américain.

Les États-Unis n'ont pas vu se constituer en leur sein un véritable État différencié et institutionnalisé : leur histoire propre ne les y prédisposait pas. Contrairement à la Grande-Bretagne centralisée, la vie politique dans ce système fédéral demeure profondément décentralisée : les partis politiques restent encore aujourd'hui marqués par cette spécificité. Ils sont eux aussi décentralisés et n'exercent pas de fonction programmatique, se préoccupant surtout d'assurer une participation maximale en faisant coïncider leurs actions avec la défense des intérêts des diverses périphéries. C'est pourquoi les candidatures aux multiples mandats locaux et nationaux relèvent d'une alchimie bien précise : elles doivent favoriser une représentation des nombreuses minorités en présence, irlandaise, polonaise, juive, noire, portoricaine, italienne, etc. Dans un pays où l'existence d'un État faible renforce la légitimité des appartenances périphériques, la citoyenneté ne revêt pas une dimension universaliste : les acteurs sociaux se donnent plutôt leur propre communauté comme groupe de référence.

3. R. Zweigenhaft, « Who Represents America », *Insurgent sociologist*, 3, 1975. Cette étude porte sur le 92^e Sénat et la 92^e Chambre des Représentants.

Les partis politiques se trouvent dans l'obligation de recueillir des voix dans tous les groupes ethniques, culturels ou religieux qui préservent leur spécificité. Les grandes coupures en classes sociales antagonistes, favorables à l'apparition des idéologies, se trouvent atténuées : une politique aussi particulariste ne peut guère favoriser les intellectuels, qui conçoivent plutôt leurs actions en termes universalistes. De plus, les partis se présentent comme des comités de cadres et non comme des partis de notables, moins encore de masse : la discipline y est faible, les cotisations non obligatoires, les réunions de militants presque inexistantes, enfin toute référence à une idéologie explicite, en tant que système d'interpénétration du monde, clos et systématique, apparaîtrait comme profondément dysfonctionnelle. Les intellectuels traditionnels que sont les enseignants sont rejetés par un système aussi particulariste, où leurs talents ne peuvent être employés. Notons aussi que l'absence de partis centralisés, hiérarchisés et programmatiques rend quasi impossible tout « parachutage » dont pourraient bénéficier des intellectuels prestigieux.

Dans ce système politique, la conquête du pouvoir politique passe par la mise en place de machines politiques aptes à susciter l'adhésion des minorités nombreuses et légitimes, dont les intérêts sont parfois contradictoires. D'où l'apparition d'un clientélisme agissant à la marge de la légalité et recourant à la corruption comme mode normal de gain de voix. Les grands classiques de la sociologie politique ont admirablement décrit ce phénomène en mettant en lumière le rôle essentiel qu'exerce à leur direction le

« boss »⁴. Pour comprendre l'exclusion des intellectuels de semblables organisations, il suffit de relire le texte classique que Robert Merton a consacré aux partis américains : selon lui, cette machine politique quasi illégale fait figure de structure fonctionnelle dans un système aussi fortement décentralisé. Elle constitue une « structure de remplacement » assurant une centralisation minimale ; pour Merton, « la machine politique fonctionne grâce non pas à un appel généralisé aux larges préoccupations politiques, mais à des relations directes quasi féodales entre les représentants locaux de la machine et les électeurs du quartier [...] la politique est transformée en liens personnels⁵ ». Ainsi, pour être efficace, la stratégie du *boss* se construit en dehors de toute considération morale. Un autre classique, l'ouvrage de Robert Dahl *Qui gouverne ?*, décrit lui aussi tout le poids du réseau relationnel que parviennent à tisser les professionnels de la politique avec leur clientèle locale diverse, en lui procurant de multiples faveurs.

Les intellectuels ne disposent pas du genre d'expertise particulière sur laquelle repose une telle carrière politique : le plus souvent, ils ne sont pas disposés à entrer dans la vie politique en partant du niveau local et en empruntant les chemins presque toujours indispensables de la corruption. On s'expli-

4. Voir V. O. Key, *Politics, parties and pressure groups*, Crowell, 1964 ; Frank Sorauf, *Party politics in America*, Little, Brown, 1973 ; Theodore Lowi, *American government. Incomplete conquest*, Dreyden Press, 1976.

5. Robert Merton, *Éléments de théorie et de méthode sociologique*, Plon, 1965, p. 128. T. B. Bottomore souligne l'exclusion des intellectuels des partis politiques américains : *Critique de la société*, Anthropos, 1969, P. 181.